



**UNIVERSITÉ  
DE GENÈVE**

**Archive ouverte UNIGE**

<https://archive-ouverte.unige.ch>

Actes de conférence

1999

Extract

Open Access

This file is a(n) Extract of:

---

Démembrements d'Etats et délimitations territoriales : l'"uti possidetis" en question(s)

---

Corten, Olivier (ed.); Delcourt, Barbara (ed.); Klein, Pierre (ed.); Levrat, Nicolas (ed.)

This publication URL:

<https://archive-ouverte.unige.ch/unige:23548>

© This document is protected by copyright. Please refer to copyright holders for terms of use.

Collection de droit international

41

Sous la direction de

**Olivier CORTEN, Barbara DELCOURT,  
Pierre KLEIN et Nicolas LEVRAT**

**Démembrements d'Etats  
et délimitations territoriales :  
*l'uti possidetis* en question(s)**

D

16.1 e

DEED

1999



BFDA 1599/41

**Editions Bruylant**

**Editions de l'Université de Bruxelles 1999**

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
<i>Avant-propos</i> , par Olivier CORTEN, Barbara DELCOURT, Pierre KLEIN et Nicolas LEVRAT . . . . .	11
<i>Des limites administratives aux frontières internationales ? Rapport général</i> , par Jean-Pierre COT, Professeur à l'Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne) . . . . .	17
<i>L'application de l'uti possidetis juris au démembrement de la Yougoslavie : règle coutumière ou impératif politique ?</i> , par Barbara DELCOURT, Assistante à l'Université Libre de Bruxelles, Collaboratrice au Centre de droit international . . . . .	35
<i>Heurs et malheurs du principe de l'uti possidetis : le cas du démembrement de l'U.R.S.S.</i> , par Laurence WEERTS, Collaboratrice scientifique au Centre de droit international de l'U.L.B. . . . .	79
<i>Débats</i> , sous la présidence de Michel VINCINEAU, Chef de Travaux à l'Institut de Sociologie de l'Université libre de Bruxelles . . . . .	143
<i>Les frontières de la Belgique lors de son indépendance</i> , par Jean SALMON, Professeur émérite à l'U.L.B. . . . .	149
<i>Quelques observations sur le principe de l'uti possidetis à l'aune du cas hypothétique de la Belgique</i> , par Nicolas ANGELET, Chargé de cours à l'Institut Royal Supérieur de Défense, Bruxelles . . . . .	199
<i>Les frontières du Québec dans l'hypothèse de son accession à l'indépendance : pour une interprétation contemporaine de l'uti possidetis juris</i> , par Carol HILLING, Chargée de cours à l'Université de Montréal, Avocate du Barreau du Québec . . . . .	223
<i>Débats</i> , sous la présidence de Philippe DE BRUYCKER, Directeur du Centre de droit public de l'Université libre de Bruxelles . . . . .	261
<i>Discontinuités spatiales et frontières : une approche géographique</i> , par Jean-Michel DECROLY, Chargé de Cours à l'Université Libre de Bruxelles . . . . .	267

	PAGES
<i>Les glissements sémantiques et fonctionnels de l'uti possidetis</i> , par Pierre KLEIN, Maître de conférences à la Faculté de droit de l'U.L.B. . . . .	299
<i>Débats</i> , sous le présidence de Jean SALMON, Professeur émérite à la Faculté de droit de l'Université libre de Bruxelles . . . . .	325
<i>La prise en considération de l'ordre juridique étatique dans la définition des frontières internationales</i> , par Nicolas LEVRAT, Chargé d'enseignement à l'Université Libre de Bruxelles, Maître d'enseignement et de recherche à l'Institut européen de l'Université de Genève . . . . .	333
<i>Le problème des frontières en cas de dissolution et de séparation d'Etats : quelles alternatives ?</i> , par Marcelo G. KOHEN, Professeur adjoint suppléant à l'Institut universitaire de hautes études internationales, Genève . . . . .	365
<i>Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et uti possidetis : deux faces d'une même médaille ?</i> , par Olivier CORTEN, Maître de Conférences à l'U.L.B. . . . .	403
<i>Débats</i> , sous la présidence de Eric SUY, Professeur de droit international à la Katholieke Universiteit Leuven . . . . .	437
<i>Conclusions</i> , par Eric DAVID, Professeur à l'Université Libre de Bruxelles . . . . .	449

**DEMEMBREMENTS D'ETATS  
ET DELIMITATIONS  
TERRITORIALES :  
L'UTI POSSIDETIS  
EN QUESTION(S)**

Depuis le début des années 1990, les démembrements d'Etats, en particulier en Europe centrale et orientale, ont donné lieu à de nombreux différends territoriaux, qui se sont parfois traduits par des conflits armés. C'est dans ce contexte qu'a été invoqué le principe de l'*uti possidetis juris* qui, en droit international traditionnel, avait été élaboré pour apporter une réponse au problème de la succession au territoire dans le cadre de la décolonisation. Peut-on aujourd'hui invoquer ce principe pour régir les situations de sécession ou de dissolution d'Etats, c'est-à-dire des situations de succession d'Etats par hypothèse étrangères au processus de décolonisation ? Telle est la question qui est à la base de l'organisation du colloque qui s'est tenu à l'initiative du Centre de droit international et de sociologie appliquée au droit international de l'Université libre de Bruxelles, les 23 et 24 janvier 1998, dont le présent ouvrage reprend l'essentiel des communications et débats.

Un examen de la littérature actuelle fait apparaître un clivage entre les "partisans" de l'application de l'*uti possidetis juris*, pour qui la question de la transposabilité du principe ne ferait d'ores et déjà plus aucun doute, et s'avérerait en tout état de cause indispensable au maintien de la paix, et les "adversaires" du recours à ce même principe, qui doutent à la fois de son applicabilité *de lege lata* et de sa pertinence *de lege ferenda*. L'un des objectifs fondamentaux de cet ouvrage est de confronter les points de vue de ces deux courants doctrinaux, dans le cadre d'un dialogue sans *a priori*, si ce n'est la conviction que la question peut être débattue.

Dans un premier temps, des cas particuliers sont analysés dans le détail, qu'il s'agisse de précédents concrets (ex-Union soviétique, ex-Yougoslavie) ou de situations dans lesquelles le problème est latent (délimitation entre les entités qui succéderaient au Canada ou à la Belgique en cas de remise en cause future de l'unité nationale). Dans un second temps, des études à vocation plus générale sont menées sur des sujets tels que l'actualité de la notion de souveraineté territoriale, la prise en compte des dispositions constitutionnelles dans les délimitations frontalières ou les rapports entre les règles applicables en cette matière et le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

BRUYLANT

ISBN : 2-8027-1238-1

